



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SECTEUR PUBLIC, SECTEUR PRIVÉ CHÔMEURS, JEUNES OU RETRAITÉS

C'EST ENSEMBLE QU'ON NOUS ATTAQUE C'EST ENSEMBLE QU'IL FAUT RIPOSTER !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO

5 OCTOBRE 2017

La semaine dernière, le gouvernement a présenté son projet de budget pour 2018. Selon le baratin du ministre de l'économie, un budget avec des réformes qui « *bénéficieront à tous les français sans exception* ». Sauf qu'en mettant bout à bout les "réformes" annoncées, les 10% de ménages les plus riches vont bénéficier d'une hausse de revenus... au moins 18 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres.

En clair, un budget pour les riches et contre les classes populaires ! Pour les riches et le patronat, c'est la quasi-suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF) et la baisse de l'impôt sur les sociétés. A elles seules, ces 2 mesures devraient coûter entre 18,6 et 20,6 milliards d'euros par an à l'État.

Et pour financer ces cadeaux, le gouvernement prévoit 15 milliards d'euros d'économies, prises directement dans les poches des classes populaires : baisse des APL, augmentation de la CSG sans compensation pour les retraités, suppression de dizaines de milliers de contrats aidés, sans qu'ils soient remplacés par des emplois stables... la liste n'est pas exhaustive. En clair, ce qui sera donné aux riches sera pris à l'immense majorité de la population.

DANS LE MÊME TEMPS, MACRON SIGNE SES ORDONNANCES

Malgré la mobilisation de centaines de milliers de manifestants et de grévistes les 12 et 21 septembre, dès le 22 septembre, Macron a signé les ordonnances qui font exploser le Code du Travail.

Pour les salariés du privé, ces ordonnances signifient : baisses de salaire (le salaire, les primes, les heures supplémentaires... pourront même être revus à la baisse par simple référendum sur initiative du patron), précarisation accrue avec la fin du CDI, facilitation des licenciements, avec réduction des indemnités prud'homales, et enfin réduction des moyens de défense des salariés avec la fusion des instances de représentation du personnel (CE, DP, CHSCT).

ET ACCENTUE LE DÉMANTÈLEMENT DU SERVICE PUBLIC

Les personnels des fonctions publiques ne sont pas en reste. Le gouvernement a déjà prévu un nouveau blocage du point d'indice, le retour de la journée de carence en cas d'arrêt maladie, la hausse de 1,7 point de la CSG. Ce qui aura pour effet une nouvelle réduction du pouvoir d'achat des fonctionnaires !

Et pour couronner le tout, le gouvernement annonce la mise en place d'un « Comité Action Publique 2022 » dont l'objectif est de faire des propositions pour de nouvelles économies sur le dos des services publics et de nouvelles attaques contre le statut des fonctionnaires, avec notamment des « *transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions* » de service public !

POUR GAGNER, C'EST ENSEMBLE QU'IL FAUT TAPPER !

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les « ordonnances » Macron, puis celle des retraités le 28 septembre, les salariés des fonctions publiques sont appelés à faire grève jeudi 10 octobre. Mais que nous soyons salariés du "public", du "privé" ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes toutes et tous victimes des attaques tout azimut de ce gouvernement.

Alors, il faut arrêter d'agir chacun son tour, avec "sa" journée d'action et "sa" manifestation. C'est tous ensemble que nous devons nous saisir de cet appel du 10 octobre pour lancer la riposte, en faisant grève et en participant aux manifestations.

Et parce que les arrêts de travail de quelques heures ou les journées de grève à répétition ne suffiront pas pour faire échec au gouvernement, discutons du mouvement à construire pour gagner : une grève « tous ensemble », qui s'installe dans la durée et qui paralyse totalement l'économie. C'est ce mouvement qu'il s'agit de construire.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



MADRID : BAS LES PATTES DEVANT LA CATALOGNE !

Le gouvernement de Madrid n'a que la force brutale pour tenter de faire taire l'aspiration de la population catalane à décider de son propre avenir.

Le NPA condamne cette politique répressive et le silence complice de l'Etat français. Il affirme son soutien au droit de la population de Catalogne de décider si elle veut ou non rester dans l'Etat espagnol.

Un Etat constitué de populations et régions ayant chacune leur histoire, leur langue et leur culture : Pays basque, Catalogne, Andalousie ... Ce pourrait être une richesse dans le cadre d'une fédération de nations librement associées, mais l'Etat central ne veut pas en entendre parler. Ce qui ne fait que stimuler les tentations séparatistes. Encore faut-il savoir quel contenu il y a derrière l'idée d' « indépendance ».

Pas plus en Catalogne qu'en France ou ailleurs l'indépendance ne garantit en soi un avenir meilleur pour les classes ouvrières et populaires. Un avenir meilleur qui suppose, à l'échelle nationale et internationale, des mobilisations d'ampleur pour en finir avec la dictature capitaliste.

PAS UN CENTIME POUR LES TRAVAILLEURS, DES MILLIARDS ... POUR LES MILLIARDAIRES !

Dans son élan de vieux novateur et de « transformation en profondeur », le président-banquier vient de décidé d'une suppression déguisée de l'impôt sur la fortune (ISF). Cet impôt qui touche marginalement les grandes fortunes, 300 000 contribuables, et qui rapporte dans les caisses publiques 5 milliards d'euros, est généreusement supprimé par le gouvernement « en marche ».

Selon Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, le but est de réduire la « pression fiscale » et d'assurer la stabilité aux grands patrons ... afin d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés ! Comme chacun le sait, un milliardaire qui échappe à l'impôt et qui bronze sur son yacht sans subir les inquiétudes du lendemain profite à la prospérité de tous et participe au bonheur des travailleurs.

GM&S : L'ETAT, PSA, RENAULT RESPONSABLES

156 salariés ont été licenciés le 19 septembre. Le lendemain, les GM&S ont été évacués de la préfecture de la Creuse par les gendarmes mobiles. Un journaliste d'Arte qui filmait a été mis en garde à vue.

A l'occasion de la journée du patrimoine, les salariés avaient ouvert l'usine à la population. En guise de comité d'accueil, les visiteurs ont trouvé porte close et un cordon de CRS, à la rescousse du nouveau patron. L'Etat, PSA et Renault (donneurs d'ordre de GM&S) responsables !

LE CONTROLE PAR LES TRAVAILLEURS, C'EST NOTRE SECURITE A TOUS

Une inspection surprise de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) à l'usine Areva-La Hague a pointé des problèmes importants de sécurité, rapporte Le Canard enchaîné. Pas de Fukushima en vue certes, mais quand même de quoi produire des explosions dans des ateliers où l'on traite les déchets nucléaires...

Depuis des mois, des travailleurs d'Areva alertaient l'ASN. Ils dénoncent les économies sur la formation des salariés, l'état des équipements ou le non-respect des procédures de travail. Leur vigilance, c'est notre meilleure assurance.

TOUJOURS LES MEMES QUI SE GAVENT

Le monde comptait en 2016 au moins 815 millions de personnes sous-alimentées. C'est 35 millions de plus qu'en 2015. La faute à la sécheresse provoquée par le réchauffement climatique. La faute aussi à l'accaparement des terres agricoles des pays du tiers-monde par les grands groupes de l'agro-alimentaire. La faute enfin aux guerres menées par les capitalistes pour l'exploitation des ressources terrestres.

À l'heure où l'humanité est capable de produire de quoi nourrir une fois et demie la planète, seule l'expropriation des profiteurs et l'organisation collective de la production par la population peut garantir à chacun de manger à sa faim.

LOI TRAVAIL : PETITS CONSEILS ENTRE AMIS

700 DRH se retrouveront les 11 et 12 octobre à Paris au Pré-Catelan, restau de luxe du 16^{ème}. Invitée d'honneur, Muriel Pénicaud, ministre du travail. Entre deux petits fours, elle pourra expliquer comment elle a fait 1,129 millions d'euros de plus-value en exerçant ses stock-options juste après l'annonce de 900 emplois qu'elle a supprimés en tant que DRH de Danone.

Mais tous ces DRH viendront plutôt écouter ses conseils et s'organiser à nos dépens pour engraisser les actionnaires, grâce à la casse du code du travail. Organisons-nous aussi pour défendre nos salaires et nos emplois, en renforçant la mobilisation contre les ordonnances !



LA PLUS RICHE DU CIMETIERE

Liliane Bettencourt, deuxième plus grosse fortune de France, vient de mourir. Sa fortune estimée à 34 milliards d'euros, elle l'avait héritée du petit empire de son père Eugène Schueller, un patron engagé en politique qui avait financé l'extrême-droite française dans les années 1930-1940.

Si le paiement des droits de succession s'appliquait à la fortune des Bettencourt selon le barème habituel, cela permettrait de combler environ trois fois le fameux déficit de la Sécurité sociale. Mais la milliardaire semble avoir pris les devants, sa succession est préparée... depuis 1992 et l'impôt risque d'être symbolique !

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63